

Affrontements droite-gauche, le retour

Au quarantième jour post-dissolution de l'Assemblée nationale, on cherche toujours en vain la clarification de la vie politique française, pourtant l'objectif principal d'Emmanuel Macron lorsqu'il lança son opération kamikaze. L'Assemblée est divisée en trois blocs irréconciliables, sauf à imaginer une improbable fissuration de l'un de ces trois môles. Les candidats au Perchoir

n'auraient pas songé, pour la plupart, avoir un jour la chance de figurer sur une telle liste. Quant aux noms des Premier ministres putatifs, ils sont une parfaite illustration de la règle du « Plus petit commun dénominateur » puisque l'essentiel, pour accéder à Matignon, sera non pas d'avoir derrière soi une majorité (elle n'existe plus), pas davantage d'avoir à son actif une carrière émérite au service

du pays, encore moins d'avoir une autorité politique. Non, il faudra ne déplaire à personne. Vaste programme.

Si on a connu, en quelques semaines, davantage d'agitation politicienne que pendant les sept années du principat Macron, la clarification des lignes politiques se fait attendre. A gauche, le combat fait rage entre LFI et ses alliés qu'elle soupçonne de trahison dès qu'ils font mine de

tergiverser avec l'application d'un programme de gouvernement extrémiste. A droite, la transgression d'Eric Ciotti qui a rejoint le Rassemblement national n'a pas permis de trancher la ligne politique du parti Les Républicains. Et au centre, la bataille s'anime entre l'aile droite et l'aile gauche de la macronie, menées par Gérald Darmanin et Gabriel Attal.

Emmanuel Macron avait mis sur

la disparition de l'affrontement droite-gauche au profit d'un mouvement attrape-tout, le sien. Pendant sept ans, il a pu s'en satisfaire sans jamais trancher entre ces deux lignes. Aujourd'hui, c'est au cœur même des partis politiques que l'affrontement droite-gauche s'est déplacé. L'inverse d'un éclaircissement

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

Plusieurs hauts fonctionnaires assurent la continuité de l'Etat pendant que les ministres gèrent les affaires courantes. JO, Nouvelle-Calédonie et budget sont parmi les urgences à traiter

Le 11 de France qui va gérer un pays sans gouvernement

C'est qui le patron ?

Depuis le 17 juillet, le gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal est passé en mode gestion des affaires courantes. Ce jeudi 18 juillet, l'Assemblée nationale réunie en session de droit après la dissolution doit élire son président.

François-Xavier Bourmaud, Jade Grandin de l'Eprevier, Corinne Lhaïk, Marie-Amélie Lombard-Latune, Jean-Dominique Merchet et Marc Vignaud

« LA GESTION DE L'ETAT au jour le jour continue, les urgences sont assurées, mais l'action réformatrice du chef de l'Etat ne peut plus se poursuivre. Il faut la redéfinir au regard du vote des Français », affirme l'entourage du Président. Plus d'annonces politiques dont il faut assurer le service après-vente, finis les déplacements de ministres à répétition, terminés les conférences de presse et leurs risques de faux pas. Le rêve éveillé de la haute administration. Dans les grands ministères, les

directions centrales ne voient pas d'un mauvais œil ces « affaires courantes », régime auquel est astreinte la France depuis le mercredi 17 juillet et la démission de Gabriel Attal acceptée par Emmanuel Macron.

Les ministres ont la tête ailleurs ? Les administrations sont là, bien campées sur leurs deux jambes. Le pays est contraint de fonctionner au ralenti ? Quelles que soient les circonstances, la haute fonction publique ne dévie pas de son rythme de croisière. Un gouver-



nement démissionnaire aux dix-sept ministres pressés de redevenir députés, un centre névralgique de la vie politique qui s'est déplacé de l'Elysée et Matignon vers l'Assemblée nationale ? Ce pourrait être le moment pour « l'Etat profond » de relever la tête.

« En affaires courantes « classiques », les ministres et leurs cabinets perdent beaucoup la main. Ils peuvent continuer de donner des instructions

mais ils n'ont plus de pouvoir d'initiative », relate un ancien secrétaire général du gouvernement.

Feu vert. Aujourd'hui, le scénario ne s'écrit pas tout à fait ainsi. Les membres du gouvernement n'ont pas pris la poudre d'escampette, ne seraient-ils que dans leur tête. JO oblige, ils sont bien aux manettes. « L'article 20 de la Constitution dit que le gouverne-

ment dispose de l'administration. Tout à coup, ce n'est pas l'inverse ! », résume l'ex-SGG.

Cela étant, la période peut être propice pour que les directions centrales, d'ordinaire sous pression, prennent le temps d'évaluer une politique, d'élaborer diverses versions d'un texte de loi. Mais, très vite, elles se tournent vers le cabinet du ministre, habituées qu'elles

●●● Pages 2 et 3

COP 29 : Les négociateurs conviés à une « retraite » en Azerbaïdjan

Amicale pression

POUR LE MONDE ENTIER, le 26 juillet marque l'ouverture des Jeux Olympiques à Paris. Pour les négociateurs de la future COP29, qui se tiendra fin novembre à Bakou en Azerbaïdjan, la journée sera moins festive. Moukhtar Babaïev, le président azerbaïdjanais du sommet, vient de les inviter, par lettre, à une « retraite » du 26 au 27 juillet à Chemakha. « La région est marquée par des paysages agréables en été, avec des forêts de chênes, de hêtres et de charmes dans les montagnes, et

des plaines verdoyantes », indique un guide touristique.

Les débats porteront sur le futur chiffrage de l'aide financière climatique que les pays riches doivent à ceux en dévelop-

pement. Un sujet à côté duquel le choix d'un Premier ministre par le NFP est un jeu d'enfant. Ce n'est qu'en 2022, avec deux ans de retard, que les pays industrialisés ont pour la première fois atteint

et dépassé leur objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour aider les autres à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique. Les Etats ont commencé à négocier un nouvel objectif de financement, qui remplacera, à partir de 2025, la somme des 100 milliards, « insuffisante ». Ces négociations, très tendues, seront au cœur de la COP29, notamment parce que les pays occidentaux et le Japon veulent voir la Chine et les pays du Golfe contribuer à leur tour.

Même s'ils sont des adeptes de la méditation en pleine conscience, qui, selon

le psychiatre Christophe André, spécialiste du sujet, « permet de travailler son discernement, de distinguer l'urgent de l'important, de répondre avec attention plutôt que de réagir avec rapidité », les négociateurs ont donc peu de chances à arriver à un consensus. « Les questions politiquement complexes comme la finance climatique ne seront pas résolues par les seuls négociateurs », avertit Moukhtar Babaïev. Ce qui permet de relâcher un peu la pression des participants à cette « retraite ».

Irène Inchauspé
@iinchauspe

Les coulisses de la bataille du Perchoir



SIPA PRESS

Les députés de la nouvelle législature ont rendez-vous ce jeudi pour élire leur président. Cinq candidats sont officiellement déclarés : le communiste André Chassaigne pour le NFP, la présidente sortante Yaël Braun-Pivet pour Ensemble pour la République, Naïma Moutchou pour Horizons, Charles de Courson pour Liot, et Sébastien Chenu pour le RN.

Page 4

« L'apaisement du pays se joue sur le travail et le social »

L'ancien DRH d'Orange, Bruno Mettling, livre en exclusivité les propositions du cercle de réflexion qu'il a fondé

Page 5

Nucléaire : EDF loupe un méga contrat en République tchèque

L'énergéticien était en lice pour la conception et la construction d'un à quatre réacteurs de troisième génération

Page 5

Le Labour présente un programme équilibré

Keir Starmer prévoit de stimuler la croissance par la création d'organismes publics et une certaine décentralisation

Page 7

Le 11 de France qui va gérer un pays sans gouvernement

|| | **Suite de la page 1**

sont à attendre leur feu vert. « L'arbitrage politique », c'est l'alpha et l'oméga de l'exécutif.

« La gestion de l'Etat au jour le jour continue, les urgences sont assurées, mais l'action réformatrice du Président ne peut plus se poursuivre. Il faut la redéfinir au regard du vote des Français », affirme l'entourage d'Emmanuel Macron.

Pour les postes financiers, c'est à Thomas Cazenave et Bruno Le Maire que les budgétaires s'adresseront à l'approche de l'échéance. « A 90%, l'Etat peut fonctionner avec les directeurs d'administration centrale et les directeurs de cabinet, à 10% il ne peut faire sans le politique », assure un connaisseur de la machine gouvernementale.

« Pour les postes relatifs au renseignement, la DGSI, DGSE, le Renseignement territorial, le lien avec le politique est essentiel. Ces directions sont fragilisées par la situation actuelle : qui est leur interlocuteur, à qui parlent-elles ? Avoir un ministre est confortable. Quand il est là, il agace, mais quand il est absent, il manque », relate Jean-Jacques Urvoas, ancien garde des Sceaux, aujourd'hui professeur de droit public à l'Université occidentale de Bretagne.

Un haut fonctionnaire en poste à l'étranger complète : « Depuis le 8 juillet, selon la presse française, la France serait dans le chaos, l'instabilité et l'incertitude... C'est vrai uniquement pour la bulle de cinquante personnes du PS, du PC, etc. Cela fait rire tous nos voisins : pour eux, trois mois est la durée normale de formation d'un gouvernement. La France est parfaitement tenue, grâce à des institutions et administrations très fortes ». L'Opinion s'est penché sur ce vrai-faux gouvernement bis qui, dans l'ombre, pilote la France.

AU CŒUR DU RÉGALIEN

Claire Landais, la tour de contrôle à Matignon. « Un point fixe dans le brouillard, encore plus en ce moment » : ainsi est décrite Claire Landais, la secrétaire générale du gouvernement (SGG). A la tête de ce rouage indispensable de l'appareil d'Etat depuis quatre ans, la conseillère d'Etat - le SGG est un pré carré de la haute juridiction administrative - veille au grain. C'est vers elle qu'Elysée et Matignon se tournent quand, à l'issue d'une réunion, un arbitrage politique a été rendu, mais qu'il faut aussi trouver la solution technique et juridique ».

En temps « normal », le SGG et le directeur de cabinet du Premier ministre travaillent en tandem. Ces dernières semaines, le flou gagnant souvent Matignon, le SGG a pris le lead. Claire Landais dispose d'un atout supplémentaire : sa légitimité acquise auprès des cabinets ministériels et des administrations centrales.

Emmanuel Moulin, le pilote des ministres. En janvier, le directeur de cabinet du Premier ministre abandonne son poste de directeur du Trésor pour apporter sa compétence à la jeune équipe de Gabriel Attal. En temps normal, il fait partie du quatuor qui dirige l'Etat. Tous les jeudis, il rencontre Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, pour préparer la réunion hebdomadaire entre ces deux collaborateurs à leurs patrons respectifs, Gabriel Attal et Emmanuel Macron. Elle permet de parler des réformes et de rendre des arbitrages. Les quatre hommes se sont vus une dernière fois le 15 juillet sous le régime du plein exercice. Leurs rencontres seront-elles maintenues ? La



SIPA PRESS

Claire Landais est secrétaire générale du gouvernement.

question n'est pas tranchée, elle dépend du chef de l'Etat.

Dans tous les cas, Emmanuel Moulin est en contact informel avec Alexis Kohler, dont il est proche. « Aujourd'hui, nous avons parlé de la situation en Nouvelle-Calédonie, de la préparation du budget 2025 : si la période des affaires courantes se prolonge, il faudra donner des instructions aux administrations pour qu'elles préparent un budget », explique-t-il.

Le directeur de cabinet est en lien permanent avec son voisin de bureau, le Premier ministre. Devenu président du groupe Ensemble pour la République, Gabriel Attal sera-t-il moins présent à Matignon ? « Non répond son bras droit, il est en campagne depuis le 9 juin et s'est toujours rendu disponible. »

Emmanuel Moulin ajoute une nouvelle corde à son arc : conseiller juridique. Il répond aux appels des ministres. Ils veulent savoir ce qu'ils ont le droit de faire, un déplacement, la signature d'un arrêté, etc. « Nous sommes dans un contexte jurisprudentiel, il faut à la fois des connaissances juridiques et du jugement politique pour trancher », souligne le directeur de cabinet.

Thierry Burkhard sur le front. Au cœur du « domaine réservé » du président de la République, le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées (Cema) depuis 2021, a été récemment maintenu à son poste par Emmanuel Macron. Sans changement majeur à leur tête, les armées poursuivent leurs missions, avec un fort engagement cet été pour la sécurisation des Jeux olympiques. Par ailleurs, le Cema doit préparer les « ajustements » de la Loi de programmation militaire, demandés par le 13 juillet par le chef de l'Etat.

Nicolas Lerner, la lutte contre le terrorisme et l'ingérence. Le directeur général de la sécurité extérieure a pris la tête des services secrets (DGSE) en décembre dernier. Avec deux autres préfets, Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et Pascal Mailhos, coordonnateur national du renseignement, il est directement impliqué dans la lutte contre les ingérences étrangères et le terrorisme, ainsi que le renseignement sur les crises internationales.

JO, NOUVELLE-CALÉDONIE, BUDGET, RENTRÉE SCOLAIRE : DANS LE CHAUDRON DES URGENCES

Laurent Nunez, Monsieur sécurité des JO. Le préfet de Police de Paris, en poste depuis 2022, Laurent Nunez est un fidèle du président Macron. Ce haut fonctionnaire est un spécialiste reconnu de la sécurité, qui a également été directeur général de la sécurité intérieure (DGSI). Par ailleurs, les deux directeurs généraux de la Police, Frédéric Veaux et de la Gendarmerie, Christian Rodriguez, sont toujours sur le front : ils n'ont pas été remplacés lors du dernier Conseil des ministres, comme cela avait été envisagé avant les législatives.

Marc Guillaume et le commando olympique. Deux têtes de plus qu'Anne Hidalgo, mais la même combinaison aquatique : ainsi est apparu Marc Guillaume, mercredi 17 juillet, au côté de la maire de Paris pour son bain dans la Seine. Le préfet de la Région Ile-de-France est au cœur du réacteur des JO. « Les Jeux passés, il faudra rendre hommage à son travail », assure un ancien ministre.

Depuis trois ans, ils sont six à œuvrer ensemble tous les jours, à maîtriser le rétroplanning du dispositif olympique, à participer aux réunions de coordination hebdomadaires

que Gérard Darmanin continue de diriger place Beauvau. Cette semaine, Marc Guillaume, Etienne Thobois (Cojo), Nicolas Ferrand (Solideo), Pierre Rabadan et Ivoa Alavoine (Ville de Paris), Laurent Nunez (préfet de police de Paris) ont en ligne de mire le dossier des accès pour handicapés et la fixation des panneaux pour les voies vélos.

Pour autant les principaux ministres concernés ne lâchent pas l'affaire. Au moindre couac, les regards se tourneraient vers eux. « On est à J-9, ça tout le monde le sait. A la différence d'autres sujets, les JO ne peuvent attendre », dit un des membres de l'équipe de pilotage. Mardi, Thomas Bach, le président du CIO, s'est invité à l'Elysée, histoire de vérifier auprès d'Emmanuel Macron que la situation était sous contrôle.

Louis Le Franc, en première ligne au cœur du Pacifique. Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie occupe un poste essentiel et brûlant depuis le 13 mai et les émeutes qui ravagent la presqu'île. Le représentant de l'Etat a un rôle encore plus sensible qu'à l'accoutumée, puisque l'Histoire de la Nouvelle-Calédonie est en train de s'écrire. Son urgence est de ramener l'ordre. Agression symbolique dans un territoire où le religieux inspire, en principe, le respect de tous : le 16 juillet, l'église de Saint-Louis a été incendiée.

Alors que le mode « gestion des affaires courantes » rend sa présence encore plus indispensable, le haut-commissaire est sur la sellette. Il subit des critiques de toutes parts, notamment parce que l'ordre n'est pas revenu malgré les 35 unités de forces mobiles mises à sa disposition, chiffre particulièrement important. Son remplacement était prévu dans un mouvement de préfets, programmé pour le 16 juillet, mais ajourné.

Mélanie Joder, les cordons de la bourse. A 45 ans, elle commande la direction du Budget et ses quelque 250 fonctionnaires. Une expertise notamment acquise au sein du cabinet de Valérie Pécresse, ministre du Budget. C'est elle qui bâtit, sous l'autorité du ministre des Finances et du ministre du Budget, la copie budgétaire de la France en lien avec la direction générale du Trésor. Avant même les arbitrages annuels entre le ministre du Budget et les ministres des Finances, des discussions ont déjà eu lieu entre ses services et ceux qui réclament toujours plus de moyens.

Bertrand Dumont, l'œil sur les marchés financiers. En tant que directeur général du Trésor, ce proche d'Emmanuel Moulin a les yeux rivés sur le « spread », l'écart de taux d'emprunt entre la France et l'Allemagne. Mardi, cet énarque de formation, agrégé d'histoire, remplaçait Bruno Le Maire, retenu à Paris pour le dernier Conseil des ministres, à l'Ecofin, la réunion des ministres des Finances de l'Union européenne, au moment de l'ouverture de la procédure pour déficit excessif contre la France. La semaine prochaine, l'ancien directeur adjoint de cabinet de Bruno Le Maire sera au G20 au Brésil afin d'assurer la continuité de la représentation française sur les sujets de gouvernance financière internationale. En parallèle, ce fonctionnaire de 51 ans, est en train de réviser, comme chaque année à l'été, les prévisions économiques du Trésor qui serviront de base de travail au prochain gouvernement pour la construction du budget 2025.



SIPA PRESS

Laurent Nunez est préfet de Police de Paris.



SIPA PRESS

Le général Thierry Burkhard est chef d'état-major des armées.

Edouard Geffray et Caroline Pascal, la course de fond de la rentrée des classes. Comme chaque année, la Direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco) doit faire passer sans accroc la porte des écoles à 12 millions d'élèves et à plus de 800 000 enseignants. Une gageure. Mais le 2 septembre 2024 se prépare depuis... novembre 2023. L'actuel « Dgesco » de Nicole Belloubet, Edouard Geffray, va piloter le mastodonte jusqu'au 1^{er} août, avant de passer la main à sa successeuse, Caroline Pascal, cheffe de l'Inspection générale de l'Education, qui affrontera la montée en puissance du dispositif, et la charge d'adrénaline qui va de pair, à partir de la mi-août.

L'édition 2024 voit la mise en place des « groupes de besoin (ex-groupes de niveau nés du « choc des savoirs » de Gabriel Attal) en 6e et 5e. Sur le papier, les profs ont été affectés, les emplois du temps sont prêts. L'autre temps fort habituel de la fin août est la conférence de rentrée du ministre. Elle se prépare, sans savoir qui sera derrière le pupitre.

LA DIPLOMATIE, DOMAINE RÉSERVÉ

Emmanuel Bonne, pilote des affaires étrangères. Le rôle du conseiller diplomatique du Président est déterminant. De longue date et beaucoup plus qu'au Quai d'Orsay, le véritable centre de décision et d'impulsion de la politique étrangère est à l'Elysée. La quasi-absence de ministre des Affaires étrangères ne change donc pas radicalement la donne. Secrétaire général du parti Renaissance, Stéphane Séjourné n'était, par exemple, pas présent lors du récent sommet de l'Otan à Washington. L'homme qui compte, c'est le Président et sa petite cellule diplomatique d'une douzaine de personnes. A sa tête, l'ambassadeur Emmanuel Bonne, à ce poste depuis 2019. Il est de tous les déplacements du chef de l'Etat et, comme « sherpa », s'entretient régulièrement avec ses homologues étrangers. Au Quai d'Orsay, la maison est tenue par la secrétaire générale Anne-Marie Descôtes.

Philippe Léglise-Costa, bras armé de la France à Bruxelles. Depuis 2017, Philippe Léglise-Costa est le représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne, à Bruxelles, et donc le bras armé de l'Etat dans les négociations européennes. Il doit s'assurer qu'un gouvernement d'affaires courantes n'affaiblit pas la position française, et que les intérêts de la nation sont toujours défendus. Il doit aussi éviter d'entraver la capacité d'action de l'Union, comme le fait l'Allemagne avec sa coalition divisée.

La Commission européenne étant, par chance, en plein renouvellement, il n'y a pas encore de nouvelles lois, mais des arbitrages réguliers sur des sujets en cours comme le financement de l'industrie de défense, l'aide à l'Ukraine, la situation à Gaza... En cas de paralysie à Paris, le représentant permanent prend une part de responsabilité dans l'énoncé des positions françaises connues ; il définit avec ses collègues parisiens des solutions permettant aux négociations d'avancer.

@fxbourmaud ✕
@JadeGrandin ✕
@claik ✕
@malombard ✕
@jdomerchet ✕
@mvignaud ✕



SIPA PRESS

Caroline Pascal va prendre ses fonctions à la tête de la Direction générale de l'enseignement scolaire.

Plongée dans la préparation d’un budget 2025 totalement inédit

DEPUIS MARDI SOIR, le gouvernement de Gabriel Attal a démissionné. Il reste en fonction, mais il ne gère plus que les affaires courantes. Une situation qui pourrait s’éterniser, le temps des Jeux olympiques et peut-être même au-delà, de la coupure estivale. Une situation inédite qui complique l’élaboration du budget 2025, pourtant crucial. « S’il y a bien quelque chose de politique, c’est bien la présentation d’un budget », rappelle un haut fonctionnaire.

Dirigée par la très discrète Mélanie Joder, la puissante direction du Budget travaille d’arrache-pied, dans l’ombre, pour parer à toute éventualité. Elle n’est pas la seule, elle le fait en lien avec la direction générale du Trésor et la direction de la législation fiscale qui travaille sur les impôts. Cette dernière prépare par exemple la nouvelle contribution sur les producteurs d’électricité rétroactive pour 2024, d’environ 3 milliards d’euros, afin qu’elle soit prête si la future majorité l’endosse. Quant à la direction de la Sécurité sociale, elle a la lourde charge d’élaborer le budget de la Sécu.

Le respect de la procédure budgétaire aurait voulu que le gouvernement présente avant le 15 juillet un document fixant les plafonds de crédits envisagés pour chaque mission de l’Etat, ainsi qu’une prévision d’évolution de la dépense publique en milliards d’euros par sous-secteurs ou bien encore les montants alloués aux collectivités locales. Ce que les spécialistes du budget appellent « le tiré à part ». Des arbitrages nécessaires pour être capable de déposer sur le bureau du Parlement le projet de loi de finances (PLF) pour l’année suivante, au plus tard le premier mardi d’octobre comme le prévoit la loi organique sur les lois de finances (LOLF), soit cette année... le 1^{er} octobre.

Contre-la-montre. Vu le contexte politique, Gabriel Attal a décidé d’outrepasser la LOLF. Le ministre délégué au Budget, Thomas Cazenave, a appelé la semaine dernière Claude Raynal, président PS de la commission des finances du Sénat, ainsi que le rapporteur général LR du Budget du Sénat, Jean-François Husson, pour

« Dans ce contexte, je défends un texte le plus proche possible de celui de l’année précédente, sans inflexion politique, mais qui respecte nos engagements européens en matière budgétaire »

recueillir leur avis. Les deux hommes ne se sont pas opposés à ce choix. Affecter des crédits à chacun des ministères aurait pu apparaître comme une façon de préempter les choix politiques de la future majorité.

Pour l’heure, « la direction du Budget travaille sur plusieurs scénarios, décrypte un cadre de Bercy. L’un ressemble au scénario du programme de stabilité [NDLR : la trajectoire budgétaire présentée en avril]. Ensuite, il y a des scénarios dégradés, plus techniques, jusqu’au scénario version loi spéciale de fin d’année. » Une « loi spéciale » qui, faute de majorité pour approuver une copie budgétaire en bonne et due forme, autoriserait uniquement le gouvernement à percevoir les impôts et à engager le minimum de dépense jugé « indispensable pour poursuivre l’exécution des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l’année précédente. » « Le but, poursuit ce cadre, c’est d’avoir un outil qui soit le plus à même de répondre, dans l’urgence, à des choix politiques qui dépendront du prochain gouvernement. On fait travailler les services pour avoir la boîte à outils qui va bien pour répondre à différentes commandes politiques ».

Reste qu’il faudra bien, à un moment, avancer dans le processus budgétaire pour être prêt à temps, même si aucun gouvernement n’est



Bruno Le Maire et Thomas Cazenave. A Bercy, c’est du jamais-vu.

nommé. « A la fin de la semaine ou au début de la semaine prochaine, il faut lancer la fabrication du PLF pour garantir la continuité des services publics », indique à l’Opinion le ministre délégué sortant aux Comptes publics, Thomas Cazenave. Le contre-la-montre a commencé. Selon plusieurs sources, il faudra bien arbitrer entre les scénarios et donc envoyer, vers la mi-août, les « lettres plafonds » fixant les enveloppes de dépenses maximums dont chaque ministère disposera. Un timing contraint par la nécessité, pour chacun d’entre eux, de préparer tous les documents associés au budget.

Contradictions. « Supposons qu’un gouvernement soit constitué le 3 septembre. Le temps de convoquer une grande réunion à Matignon avec la directrice du Budget, le directeur général du Trésor et les ministres concernés, ce serait trop tard pour réimprimer un PLF radicalement différent de celui qui aura été préparé. Et si rien n’a été préparé, un futur gouvernement ne peut pas publier un PLF à temps pour le mettre sur le bureau de l’Assemblée le premier mardi d’octobre », justifie notre cadre de Bercy.

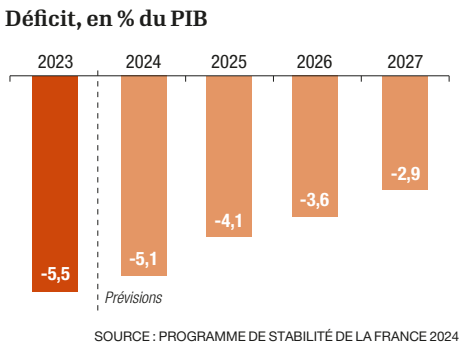
La préparation du budget ressemble donc cette année à un numéro d’équilibriste, pour un gouvernement démissionnaire censé expédier les affaires courantes. « Dans ce contexte, je défends un texte le plus proche possible de celui de l’année précédente, sans inflexion politique, mais qui respecte nos engagements européens en matière budgétaire », explique Thomas Cazenave. Ce qui ne va pas sans contradictions, le respect des engagements européens de la France nécessitant plusieurs milliards d’économies par rapport à 2024, même si l’effort à fournir serait moindre que la réduction du déficit de 5,1% à 4,1% du PIB prévue dans le programme de stabilité publié en avril. « Il faut voir avec le secrétariat général du gouvernement ce qui est compatible avec la gestion des affaires courantes, mais permette néanmoins d’assurer la continuité de l’Etat », précise notre haut fonctionnaire. « Il y aura forcément des montants d’économies qui seront proposées dans ce PLF », assume Thomas Cazenave.

Marc Vignaud @mvignaud



Épargnantes, épargnants,

Certains députés veulent prendre votre épargne. NON ! L’épargne appartient aux épargnants. 22 millions de Français ont une assurance vie. Défendons-la ! La majorité, c’est nous.



Afer, le bouclier de votre épargne
Rejoignez l’AFER



L'issue du scrutin pourrait préfigurer les contours d'une future coalition gouvernementale

Palais Bourbon : les coulisses de la bataille du Perchoir

Game of throne

Les députés de la nouvelle législature ont rendez-vous jeudi 18 juillet à 15 heures pour élire leur président. A ce stade, cinq candidats sont officiellement déclarés : le communiste André Chassaigne pour le Nouveau Front populaire, la présidente sortante Yaël Braun-Pivet pour Ensemble pour la République, Naïma Moutchou pour Horizons, Charles de Courson pour Liot, et Sébastien Chenu pour le Rassemblement national.

Dinah Cohen, Nina Jackowski, Antoine Oberdorff et Christine Ollivier

CLARIFICATION, SAISON 2. Avec sa dissolution surprise, Emmanuel Macron voulait « clarifier » la situation politique du pays. Le premier volet a été décevant. Il a donné lieu à une suite d'épisodes indigestes et un hémicycle illisible. Les macronistes espèrent se rattraper avec l'élection du président de l'Assemblée nationale, prévue ce jeudi.

Rarement le Perchoir a recouvert autant d'enjeux. Le camp présidentiel croit pouvoir y dessiner les prémices d'une future coalition. Au moins un intérêt commun le rapproche de ses adversaires : barrer la route au Nouveau Front populaire, qui revendique la majorité pour accéder à Matignon.

Les macronistes tentent un pari : changer d'intrigue en gardant le personnage principal. Faute de prétendant et d'une opposition assumée de ses détracteurs, la présidente sortante Yaël Braun-Pivet se présente comme la candidate officielle des députés Ensemble pour la République (ex-Renaissance). Attaché à sa nouvelle autonomie, le groupe Horizons soutiendra de son côté Naïma Moutchou, « au moins au premier tour ».

La première étape permettra à l'ex-majorité de se compter. Avec un vote à bulletin secret, il faudra s'assurer que chacun a bien fait le plein dans son camp. Et ainsi désigner le candidat du bloc central le mieux placé pour faire vivre les accords travaillés, notamment avec la droite.

A droite justement, l'objectif prioritaire est de faire payer au prix fort son soutien pour le Perchoir. Le député (La Droite républicaine) des Hauts-de-Seine Philippe Juvin, faisait figure de favori mercredi pour postuler dans un combat perdu d'avance - un groupe de 45 membres n'ayant aucune chance sur le papier de l'emporter.

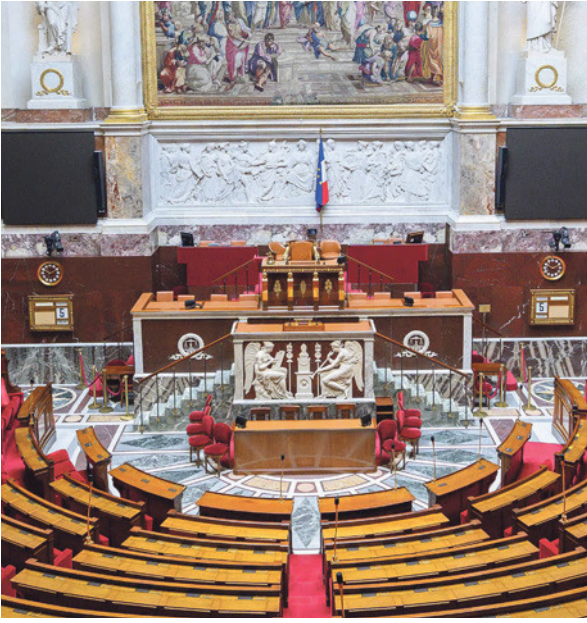
Front anti-NFP. Mais son éventuel désistement en faveur d'un candidat macroniste après le premier tour est conditionné à la conclusion d'un accord en cours de négociation entre Laurent Wauquiez et les présidents des groupes de l'ex-majorité et de Liot. Et LDR fait monter les enchères : non seulement le groupe vise une vice-présidence, promise à la députée du

« Il ne faut pas oublier que dans cette élection, il y a aussi la volonté de montrer que Macron a perdu »

Doubs Annie Genevard, et un poste de questeur, qui reviendrait à Michèle Tabarot, mais il convoite aussi la présidence de la commission des Finances pour Véronique Louwagie. « On demande beaucoup de choses », confirme un conseiller LDR.

Le NFP tente, lui, de faire barrage au barrage. Au terme d'un long tunnel de discussions, les présidents de groupe ont réussi à faire pour le Perchoir ce que leurs états-majors peinent à concrétiser pour Matignon : désigner un candidat unique, en la personne d'André Chassaigne. Personnalité respectée, tous bords confondus, le député PCF du Puy-de-Dôme, 74 ans, dont 22 passés dans l'hémicycle, a été préféré à Cyrille Châtelain. Sans certitude que ce trou de souris permette à la gauche de se hisser jusqu'au Perchoir, tant le front anti-NFP a gagné du terrain dans le nouvel hémicycle.

Le couperet de jeudi pourrait d'ailleurs s'apparenter à un dur retour à la réalité pour la coalition de la gauche et des écologistes, laquelle n'a eu de cesse de revendiquer sa victoire avec 182 sièges, sans jamais réussir à s'entendre le profil d'un Premier ministre. Jeudi soir, en cas d'échec, les soldats numériques de LFI auront beau jeu de fustiger le « coup de force » d'Emmanuel Macron, son « alliance des contraires avec le RN », destinée à « effacer la coalition victorieuse dans les urnes » au profit de la droite.



SIPA PRESS

Après deux tours à la majorité absolue, l'élection du **président de l'Assemblée nationale** devrait se jouer au troisième tour, à la majorité relative.

A défaut, la gauche pourrait aussi se rabattre sur la candidature de Charles de Courson, figure de l'opposition à la réforme des retraites. « A priori ce devrait être Yaël Braun-Pivet mais il aura des soutiens au troisième tour », pronostique ce sénateur PS bien informé des tractations au Palais-Bourbon. Dès lors, la portée à donner à ce vote - voire cette victoire -, serait nulle. Toujours pas de clarification, si ce n'est un surplus de confusion.

Le RN présente de son côté la candidature de Sébastien Chenu, ex-vice-président de l'Assemblée, bien qu'il n'ait aucune chance de succès. Par la voix de son secrétaire général, Renaud Labaye, la formation d'extrême droite maintenait encore mercredi le suspense sur son désistement ou non après le premier tour. Soit une réserve de voix potentielle de 126 députés. Les lepénistes maintiennent la pression pour espérer obtenir plusieurs postes : la stratégique commission des Finances pour Jean-Philippe Tanguy, deux vice-présidences, la questure et un secrétariat.

« Il faut maintenir Chenu jusqu'au bout », défend un proche de Marine Le Pen, voyant la gauche exiger un « front républicain » pour les priver de toute responsabilité et les macronistes prôner l'abstention contre eux et les Insoumis. Car, selon lui, « il ne faut pas se battre pour des places afin de garder une bonne image dans l'opinion publique ». Las, son candidat au Perchoir a évoqué mardi sur Europe 1 ses échanges avec la présidente sortante Yaël Braun-Pivet, que l'Insoumise Manon Aubry a aussitôt qualifiés de « magouilles ». « Chenu parle trop », grince notre cadre.

Un autre proche de la patronne insiste, lui, pour trouver un accord et décrocher les fameux postes. Cette option semble la plus probable. « Les pro-démocratie sont désormais supérieurs aux soviétiques », argue celui qui ne voit « pas l'intérêt de s'enfermer » dans une candidature jusqu'au-boutiste, depuis que les groupes Modem, Horizons, Liot et LR ont écarté toute idée de barrage. Lui zigzague dans les travées du Palais pour rassurer ses interlocuteurs et les exhorte à s'exprimer en invoquant le « règlement » : « Vous ne concluez pas d'entente avec nous, vous ne soutenez pas le RN. Vous appliquez les institutions et les textes, elles vous protègent politiquement. » Marine Le Pen et Jordan Bardella l'ont défendu mardi, rapporte-t-il : « Des principes, pas d'entente ». Et surtout des postes.

Tout ça relève toutefois de la théorie. Au scénario que tentent d'écrire les parlementaires, s'ajoutent les aléas du direct. La journée promet d'être longue, les 577 députés étant appelés l'un après l'autre à voter à la tribune. Après deux tours à la majorité absolue, le scrutin devrait se jouer au troisième tour, à la majorité relative. Des rebondissements sont à prévoir. Une candidature surprise déposée entre deux scrutins, un désistement inattendu, une volte-face du RN... « Il ne faut pas oublier que dans cette élection, il y a aussi la volonté de montrer que Macron a perdu », rappelle un observateur du Palais Bourbon, sceptique à l'idée de voir la présidence inchangée. « Tout est jouable jusqu'à la fin. »

@Dinah_Cohen ✕
@Nina_Jacks ✕
@A_Oberdorff ✕
@Chr_Ollivier ✕

Le camp présidentiel n'a cessé de repousser la rédaction d'un document reprenant ses principes communs et ses lignes rouges

Le programme des députés macronistes avance lentement

Et paf !

Le Premier ministre et président du groupe Renaissance, Gabriel Attal, a promis mardi soir d'annoncer un « pacte d'action pour les Français », un PAF, sur le modèle ce que Les Républicains ont annoncé cette semaine avec leur « pacte législatif ».

Matthieu Deprieck

C'EST CURIEUX ce besoin chez les macronistes de faire des phrases. Ils ne sont pas écologistes, c'est plus complexe que cela : ils sont pour le nucléaire, les énergies renouvelables et la sobriété énergétique. Ils ne sont ni pour un contrôle strict de l'immigration, ni pour une régularisation des travailleurs sans-papiers ; ils veulent les deux. Ils ne sont pas de gauche ; ils sont progressistes. Ils ne sont pas de droite ; ils sont réalistes.

En sept ans, jamais ils n'ont réussi à résumer leur pensée complexe en quelques mots. Alors, imaginez en une poignée de jours.

Au lendemain du second tour des élections législatives, le président sortant du groupe Renaissance, Sylvain Maillard, partage un document de travail à ses collègues. Puisqu'il va falloir engager des discussions avec les autres partis, il faut rassembler les principes communs à Renaissance et ses lignes rouges. A mesure que les réunions défilent, le sujet est repoussé.

Les députés macronistes se choisissent un président, des vice-présidents, une stratégie pour la quête des postes de l'Assemblée nationale, un nouveau nom mais laissent de côté le programme. Le Nouveau Front populaire a le sien, Les Républicains aussi. Sans savoir précisément ce qu'ils pensent, les macronistes doivent discuter avec des formations politiques qui savent déjà ce qu'elles veulent et ce qu'elles refusent. Il y a tout de même une dimension tactique à cela. Gabriel Attal a souhaité aborder les LR par le versant des postes avant de lancer le rapprochement par le programme pour ne pas effrayer les députés de Laurent Wauquiez, farouches à l'idée de travailler avec l'ex-majorité.

Pour rattraper leur retard, les soutiens d'Emmanuel Macron ont consacré une grande partie de leur réunion de groupe mercredi matin à rédiger une sorte de déclaration de poli-



SIPA PRESS

Le groupe Renaissance s'est retrouvé mercredi après-midi en petit comité autour de **Gabriel Attal**.

tique générale. Un « document de principe » a été versé au débat. Il comporte treize points : valoriser le travail plutôt que l'inactivité, sanctuariser les moyens des forces de sécurité, réformer la justice des mineurs, investir dans l'éducation nationale...

Eau tiède. Au bingo du macronisme, toutes les cases sont cochées. On lutte contre le dérèglement climatique, on soutient la ruralité et l'accès à la santé, on simplifie la vie des élus locaux, qui, il faut le dire, « agissent au plus près des citoyens ». Ce document « n'a aucun intérêt », et c'est un responsable de la majorité sortante qui le dit : « C'est un travail de cohésion du groupe, qui ne ferme aucune porte, ni à droite, ni à gauche. »

Vous sortez le « en même temps » par la porte, il revient par la fenêtre. « On y est contraint », admet le responsable cité plus haut, puisque les coalitions peuvent se faire avec le

Quelques points de convergence apparaissent entre la majorité sortante et Les Républicains

PS, comme avec Les Républicains. De toute façon, même au sein de Renaissance, il faut ménager les sensibilités. Mercredi matin, la déclaration de principes, même consensuelle, a été longuement débattue, ce qui revenait à déterminer si l'eau tiède est plutôt froide ou chaude.

Une telle indécision nourrit le procès intenté, et renouvelé chaque jour, par Gérald Darmanin. Le ministre de l'Intérieur estime qu'il existe un problème de « ligne politique » à Renaissance, à savoir que celle-ci n'est pas assez à droite.

Pour affûter ses principes, le groupe Renaissance s'est retrouvé mercredi après-midi en plus petit comité autour du président Gabriel Attal et de ses cinq vice-présidents fraîchement élus : Stéphanie Rist, Julie Delpech, Olga Givernet, Pierre Cazeneuve et Marc Ferracci. Les treize points devraient être réduits à quelques classiques du macronisme tels que l'autorité ou la souveraineté. Le temps presse : cette liste doit accompagner la composition du groupe et ses statuts pour une publication avant 18 heures ce jeudi.

Le plus gros du travail sera achevé la semaine prochaine avec le PAF. Ce n'est pas le bruit que fera ce document jeté sur la table de la gauche et de la droite mais l'acronyme du programme macroniste. Le Pacte d'action pour les Français, promis par Gabriel Attal mardi soir sur TF1, sera plus détaillé et plus concret, sur le modèle de ce que Laurent Wauquiez a dévoilé dans son « pacte législatif ».

A partir de là, les bases de la discussion seront jetées. Pour l'heure, quelques points de convergence apparaissent entre macronistes et LR sur le renforcement des services publics de proximité, la valorisation du travail et l'absence d'augmentation des impôts. A ce sujet, il faut savoir lire entre les lignes.

Dans le document, est écrit au principe numéro 8 : « Préserver la stabilité fiscale, sans augmenter les impôts de ceux qui travaillent. » Les Bac + 5 en langues étrangères, option « macronisme », noteront que cela laisse la porte ouverte à une augmentation de la fiscalité du patrimoine ou des successions des plus riches. Hé oh, la gauche.

@mdeprieck ✕

Conférences by l'Opinion

Ressources humaines : L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL
Jeudi 19 septembre 2024
De 9h à 10h30, Paris 8^e

En partenariat avec :

Découvrir le programme et s'inscrire

Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evnements

L'ancien DRH d'Orange, Bruno Mettling, livre en exclusivité les propositions du cercle de réflexion qu'il a fondé

« L'apaisement du pays se joue sur le travail et le social »

Boîte à idées

Président du cabinet de conseil Topics, Bruno Mettling est passé par les cabinets de Dominique Strauss-Kahn à Bercy et de Michel Delebarre au Travail. Il a fondé le Cercle de la transformation du travail en octobre 2023, auquel contribuent les anciens ministres du Travail Myriam el-Khomri et Xavier Bertrand, d'anciens dirigeants du Medef et de syndicats ainsi que des DRH de grandes entreprises (La Poste, Engie, Bouygues, Safran).

Interview Sarah Spitz

Sur quoi le contexte actuel pourrait-il déboucher dans les domaines du social et de l'emploi ?

L'apaisement du pays se joue sur le travail et le social. Il faut sortir des deux logiques à l'œuvre sur ces thèmes. La première est celle du gouvernement sortant qui se focalise sur l'objectif de plein-emploi. Elle repose sur quelques dogmes : non-alourdissement des charges des entreprises, développement centré sur l'emploi peu qualifié... Cette politique ne veut pas voir ces Français qui vivent mal de leur travail, alors que tous les DRH constatent des situations de pauvreté de plus en plus manifestes. Face à elle, l'autre logique est celle du NFP qui priorise le pouvoir d'achat, avec une hausse du smic massive. Les études convergent sur le résultat d'une telle mesure : elle pourrait supprimer au moins 100 000 emplois. Même l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) parle d'environ 30 000 emplois détruits. Cela ramènerait le pays en arrière du point de vue de la compétitivité mais constituerait surtout une nouvelle étape de smicardisation avec des effets dramatiques et un sentiment de déclassement dans l'emploi qualifié, où l'ancienneté n'est pas reconnue. Cela nourrit le vote vers les extrêmes.

Alors, que faire ?

Pour aboutir à une augmentation maîtrisée des salaires, il faut revisiter les exonérations de cotisations sociales et la prime d'activité pour lisser les effets de seuil sur les salaires entre 1 et 1,8 fois le smic. Celles-ci doivent en particulier se concentrer sur les TPE et PME, notamment dans l'industrie, et être conditionnées à une augmentation effective. Le Cercle de la transformation du travail est unanimement en faveur d'une telle mesure. Pour nous, la politique sociale de la France ne doit pas être un choix entre emploi et pouvoir d'achat, mais un équilibre intelligent entre les deux. Ensuite, il faut réaligner les intérêts de toutes les parties prenantes des entreprises. Nous débattons d'une possible corrélation du versement de dividendes exceptionnels aux actionnaires ou de rachats massifs d'actions au soutien à l'actionnariat salarié. Les entreprises qui s'y refusent seraient taxées. Cela serait, à mon sens, un symbole social très fort.

Faut-il revenir sur la réforme des retraites ?

Renoncer à toute adaptation du système de retraites est une folie pour les finances publiques. Mais rester droit dans ses bottes sans rien aménager de cette réforme n'est pas raisonnable. Le système qui consiste à combiner un nombre maximal d'annuités avec un âge limite pénalise ceux qui ont commencé à travailler tôt. Je suis pour une mesure très simple : 43 annuités doivent suffire pour partir à la retraite à taux plein, quel que soit son âge. Cela serait un symbole d'apaisement, qui ne fragilise pas de manière dramatique les finances publiques puisque peu de personnes seraient concernées, compte tenu du nombre d'exceptions déjà accordées.

A plus long terme, que préconise votre cercle de réflexion ?

Emmanuel Macron a réussi la réforme de l'apprentissage, mais a raté celle de la formation continue de 2018. Cette dernière a instauré un système d'une complexité inouïe pour les entreprises. Il faut le simplifier pour affronter les défis du numérique et de l'écologie, sans pour autant revenir à l'ancien qui présentait des problèmes majeurs de transparence et auquel on reprochait de financer le paritarisme. C'est une vraie priorité : autrement, seules les grandes entreprises parvien-

dront à financer leurs besoins de formation. C'est impératif pour maintenir le niveau de l'emploi et pour garantir la qualification qui est associée aux gains de pouvoir d'achat.

Ensuite, il faut absolument que ces grandes entreprises prennent un rôle de chef de file, comme c'est le cas en Allemagne. Responsables de l'écosystème, elles pourraient ouvrir leur appareil de formation plus largement à leurs fournisseurs, leurs sous-traitants... Pour ce faire, les charges générées doivent être mutualisées. De plus, pour gagner en pouvoir d'achat, il faut arrêter de concentrer les nouveaux emplois sur les grandes métropoles, où le coût de la vie est hors de prix : transports, logements... C'est une hérésie non seulement du point de vue écologique, mais c'est aussi une trappe à pouvoir d'achat. Il faut une vraie politique publique, qui associe les entreprises, les régions, les collectivités dans le développement de l'emploi dans les villes moyennes. Certes, relocaliser une partie des activités dans les villes moyennes prendra du temps. Mais l'effort n'est pas si énorme. Et puis il y a une dernière condition pour que tout cela fonctionne : il faut un véritable changement de méthode.

C'est-à-dire ?

On ne peut pas continuer les adaptations nécessaires de notre marché du travail et de notre dispositif social sans revenir à un dialogue réel entre le gouvernement et les organisations syndicales et patronales. Le passage en force, l'absence de recherche d'équilibres explique une partie de la situation dans laquelle nous sommes. Il n'y a plus une entreprise qui, face à une transformation importante, n'intègre pas de conduite du changement. Il y a urgence pour que tout gouvernement s'y mette aussi, par un dialogue digne de ce nom.

@sarah_spritz

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [l'opinion.fr](#)



Le groupe tricolore était en compétition pour la conception et la construction d'un à quatre réacteurs de troisième génération

Nucléaire: EDF loupe un méga contrat en République tchèque

Caramba !

C'est finalement le coréen KNHP qui a remporté l'appel d'offres lancé par la République tchèque pour étoffer son parc de centrales nucléaires. **Un coup dur pour le champion français EDF, qui avait franchi les précédentes étapes.**

Muriel Motte

EN MARS DERNIER, Emmanuel Macron s'était rendu pour la troisième fois en République tchèque afin de renforcer la coopération bilatérale, dans le nucléaire civil notamment. Peine perdue. C'est finalement le coréen KNHP que l'énergéticien national ČEZ et sa filiale Elektrárna ont retenu pour la livraison potentielle de deux réacteurs nucléaires. « L'offre coréenne était meilleure sur tous les critères évalués » comparée à l'offre concurrente du français EDF, a asséné le Premier ministre tchèque, Petr Fiala, mercredi 17 juillet peu après l'annonce officielle.

Cet échec est évidemment un coup dur pour le groupe dirigé par Luc Rémont. Après la promesse d'un démarrage imminent de l'EPR de Flamanville, un contrat à l'international aurait permis de conforter la renaissance opérationnelle du géant tricolore, sur fond de relance du nucléaire sur le vieux continent. En pleine transition énergétique, la République tchèque cherche à réduire sa dépendance au charbon (à l'origine de 48% de sa production d'électricité en 2022), et ambitionne de voir le premier de ces nouveaux réacteurs entrer en service en 2036. Ils doivent équiper la centrale nucléaire de Dukovany. Une deuxième paire pour celle de Temelin sera discutée ultérieurement.

« EDF prend acte de la décision prise aujourd'hui par le gouvernement tchèque de ne pas [le] sélectionner comme « Preferred Bidder » pour les prochaines étapes du pro-



SIPA PRESS

La centrale nucléaire de Dukovany, en République tchèque.

gramme nucléaire tchèque, a réagi le groupe tricolore. Après plusieurs années de mobilisation d'EDF et de ses partenaires stratégiques, Framatome, Bouygues Travaux Publics et Arabelle Solutions, et malgré les avantages uniques de l'offre européenne et intégrée d'EDF, la République tchèque a choisi une autre voie pour sa transition énergétique. »

Le français « réaffirme son engagement indéfectible à soutenir le développement de l'énergie nucléaire en Europe, ainsi qu'à renforcer l'indépendance et la souveraineté énergétiques du continent ». Face à la victoire de l'opérateur coréen, il avertit qu'il « continuera à plaider en faveur d'une approche européenne basée sur des technologies développées en Europe avec ses partenaires ».

Les derniers contrats décrochés à l'étranger par EDF l'ont été au Royaume-Uni, pour la construction (à venir) d'une paire d'EPR à Sizewell et d'une paire (en cours de construction) à Hinkley Point. Comme à Flamanville, ce dernier chantier accumule déjà retards et surcoûts ce qui a peut-être découragé Prague. Mais, selon Pierre Gadonneix ex-PDG d'EDF, Hinkley Point a sauvé le nucléaire français qui aurait sinon déperî faute de nouvelles commandes. Le groupe a absolument besoin de l'export s'il veut pouvoir produire des réacteurs en série, et donc de manière plus efficace.

Discussions. Aussi lourd soit-il, l'échec tchèque ne vide pas la besace d'EDF. La guerre en Ukraine doublée des exigences de la transition énergétique placent le nucléaire au centre du débat énergétique en Europe. Si la Pologne aujourd'hui très « charbonnée » a choisi l'américain Westinghouse il y a 18 mois pour construire sa première centrale nucléaire, le groupe de Luc Rémont est toujours en lice pour la conception et l'exploitation d'un second site. En Slovaquie, EDF est en discussion active avec l'opérateur Gen Energija depuis 2019 pour le développement du nouveau programme nucléaire slovène. Il a déjà répondu à un RFI (request for information) dont la dernière phase a été remise en novembre dernier.

En Inde, d'interminables discussions sont toujours en cours pour un méga projet de construction de six réacteurs EPR pour la centrale nucléaire de Jaitapur dans l'Etat du Maharashtra. En Arabie saoudite, EDF s'est lancé dans le processus compétitif initié par Ryad pour la fourniture des études d'ingénierie, des équipements et la construction de deux EPR.... D'autres dossiers sont encore à un stade très préliminaire : au Canada, EDF a signé une lettre d'intention avec Ontario Power Group pour le lancement d'une évaluation commune relative au développement de la technologie de réacteurs de troisième génération dans le pays. Le groupe étudie aussi la faisabilité d'un nouveau programme nucléaire aux Pays-Bas.

C'est en avril dernier qu'EDF avait procédé à l'ultime mise à jour de sa proposition à l'opérateur tchèque, qui exploite déjà six réacteurs. Tour à tour, le russe Rosatom, le chinois CGN, et plus récemment l'américain Westinghouse avaient été écartés de la compétition. L'échec du champion tricolore dans la dernière ligne droite est d'autant plus amer.

@murielmotte

Il est désormais possible de piocher dans son plan d'épargne entreprise pour payer ses travaux d'amélioration énergétique

L'épargne salariale au secours de la rénovation énergétique

Fonds de tiroir

Un nouveau décret d'application publié en urgence dépoussière l'épargne salariale au profit de la rénovation des bâtiments. Il s'agit pourtant d'une mesure proposée dès 2020 par le sénateur LR Albéric de Montgolfier, que le gouvernement n'avait à l'époque pas soutenue.

Sandra Mathorel

COMMENT MENER une politique écolo sans déboursier un centime ? La réponse est simple, et très à l'image de la stratégie économique qu'aura menée durant sept ans le ministre démissionnaire Bruno Le Maire : inciter les Français à puiser dans leur épargne plutôt que d'augmenter les subventions publiques. Les six millions de salariés qui détiennent un Plan d'épargne entreprise (PEE) peuvent désormais réclamer le versement anticipé de leur capital pour financer des travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale. Un décret publié en catimini le 6 juillet est ainsi venu enrichir la panoplie de l'épargnant et transposer des mesures prévues par un accord sur le partage de la valeur des entreprises signé... début 2023.

Pile et face. L'enjeu est double et bien plus important qu'il n'y paraît. Il est d'abord écologique, le bâtiment étant, en France, le deuxième secteur le plus émetteur en gaz à effet de serre. Il est aussi économique. A l'heure où la construction et le marché immobilier sont en panne, menaçant plusieurs dizaines de milliers d'emplois, le secteur de la rénovation est le seul qui sort à peu près la tête de l'eau (+1,7%

d'activité sur un an au premier trimestre, selon les derniers chiffres de la Fédération française du bâtiment). Selon les données du ministère de la Transition écologique, sur les 30 millions de résidences principales que compte la France au 1^{er} janvier 2023, environ 4,8 millions de logements, soit 15,7% du parc sont des passoires thermiques, classées F et G sur l'étiquette du DPE. Cela donne une bonne idée de l'ampleur du marché.

Déblocage. « Ces travaux sont principalement financés par l'épargne et non via des crédits dédiés », remarque Audrey Zermati, directrice stratégie de la plateforme spécialisée Effy. Il était donc essentiel de faciliter le déblocage des bas de laine qui dorment sur les PEE. D'autant que, depuis la loi Pacte de 2019, l'épargne salariale connaît un franc succès. Fin 2023, elle a atteint un encours historique de 188 milliards d'euros (+15,7%) dont quasiment 85% pour le PEE, pour un montant moyen de 14 000 euros par plan. Mais, les sommes qui y sont versées (participation, intéressement, droits inscrits sur un compte épargne-temps, versements volontaires...) sont en principe bloquées durant cinq ans, sauf cas de déblocages anticipés édictés par la loi.

En pratique, il faudra montrer patte blanche et fournir un devis signé ou une facture à l'assureur pour récupérer son dû. Sont éligibles les travaux d'isolation (toiture, murs par l'extérieur, parois vitrées, planchers) ou le changement du système de chauffage. « Ce sont les mêmes gestes que ceux éligibles à MaPrimeRenov' [NDLR : l'aide publique], mais il est dommage que l'autoconsommation via le solaire ne soit pas pris en compte », regrette Audrey Zermati.

USA 2024 : comment Donald Trump a séduit les électeurs noirs et latinos

Constatant que l'évolution démographique n'était pas favorable au Parti républicain, les conservateurs américains ont eu une idée : pour séduire les latinos et les autres minorités ethniques, il fallait baisser d'un ton sur l'immigration. Sauf que, sous la houlette de Donald Trump, le « Grand Old Party » a suivi un chemin radicalement différent de ce que préconisait le comité national républicain (RNC) de 2013, quand, après avoir essuyé deux défaites consécutives face à Barack Obama et perdu cinq fois le vote populaire en six élections, le parti traversait une crise existentielle.

Aujourd'hui, les républicains font front commun derrière M. Trump et sa volonté de durcir les règles migratoires, à la fois en déployant des efforts colossaux pour boucler la frontière avec le Mexique et en menant une campagne d'arrestation et d'expulsion des sans-papiers comme jamais les Etats-Unis n'en avaient connue. Pourtant, comme le montrent les sondages, jamais le Parti républicain n'avait autant attiré d'électeurs latinos depuis George W. Bush. Et, si la tendance se confirme en novembre, le soutien dont il bénéficie chez les électeurs noirs sera le plus fort, en sortie des urnes, depuis 1972, c'est-à-dire depuis la création de la série statistique.

Pour les leaders républicains comme pour les analystes, il faut donc en déduire qu'il est faux de penser que les électeurs issus de minorités ethniques et ouverts aux idées conservatrices voient la politique au prisme des questions ethniques, considèrent l'immigration comme un enjeu phare et préfèrent, en la matière, une orientation plus libérale. Le parti républicain pourrait les séduire en leur promettant d'améliorer leur niveau de vie.

De fait, jusqu'à M. Trump, le parti n'avait pas compris que la population hispanique était en train d'évoluer et qu'une partie de cet électorat est désormais née sur le sol américain et est moins proche de ce que vivent les migrants.

« Ce que le Parti républicain s'est dit, c'est que les tendances observées chez les plus âgés seraient les mêmes chez les jeunes, déplore Abraham Enriquez, délégué à la convention républicaine et fondateur de Bienvenido, une entité qui cherche à mobiliser les jeunes latinos. L'anglais, c'est notre langue maternelle et on s'en fiche de savoir si le candidat à la présidentielle nous représente : ce qui nous intéresse, ce sont les mesures économiques, c'est ce qui va nous aider à fonder un foyer et acheter une maison. »

Les données électorales confirment ses propos. Dans le comté de Los Angeles, le plus peuplé des Etats-Unis et celui qui compte la plus grande communauté hispanique, 37% des latinos qui s'inscrivaient pour la première fois sur une liste électorale étaient nés à l'étranger en 2002. Cette année, ils ne seront plus que 12%, selon Paul Mitchell, analyste politique.

« C'est l'émergence d'un nouvel électorat », moins intéressé par les questions d'immigra-



Il y a dix ans, le Parti républicain estimait que, pour diversifier sa base électorale, il fallait se montrer moins virulent sur l'immigration. Donald Trump a fait l'inverse.

tion que leurs parents, commente Mike Madrid, stratège républicain et spécialiste du vote latino. « Ce n'est pas une question de droitisation des électeurs âgés. » Essentiellement des-

Essentiellement destiné à la classe moyenne blanche en 2016, le discours économique de Donald Trump a fini par séduire les Américains de tous horizons

tiné à la classe moyenne blanche en 2016, le discours économique de M. Trump a fini par séduire les Américains de tous horizons.

Certains auteurs du rapport publié en 2013 par le RNC reconnaissent d'ailleurs leur erreur. « Là où l'on s'est trompés, à l'époque, c'est qu'on ne s'est pas focalisés sur la classe ouvrière de façon plus spécifique, regrette ainsi Henry Barbour, membre du RNC qui a fait partie des cinq

personnes chargées de la préparation du rapport. Et c'est quelque chose que Donald Trump a très bien su faire à partir de 2016, il a su parler aux électeurs de la classe ouvrière. »

De fait, dès le départ, le magnat de l'immobilier a refusé de suivre les consignes qui préconisaient une approche moins virulente des questions d'immigration. « Est-ce que le @RNC a envie de nous achever ? », s'interrogeait-il ainsi sur Twitter à la publication du rapport.

Certains leaders du Parti républicain ont tenté d'appliquer ces recommandations et d'accepter une « vaste réforme de l'immigration ». Autrement dit, un texte qui comprendrait un durcissement du contrôle aux frontières et un dispositif permettant aux sans-papiers vivant sur le sol américain de demander soit une régularisation, soit une naturalisation. Huit sénateurs, dont quatre républicains, ont négocié la proposition, présentée au Sénat quelques mois après le rapport du RNC. La

Pour le candidat républicain, les électeurs latinos et noirs veulent un véritable tour de vis aux frontières

Chambre des représentants n'en a jamais rien fait. Les sondages réalisés par le *Wall Street Journal* ont révélé une forte dégradation de la popularité du président Biden auprès des électeurs latinos et noirs : au moins 20 points de pourcentage de moins qu'en 2020.

Inversement, chez les électeurs noirs, M. Trump a obtenu 20% des intentions de vote (voire plus) lors de trois sondages consécutifs (deux réalisés au niveau national, un dans sept Etats clés), quand M. Biden en obtenait 68%. Pour le président sortant, cela veut donc dire que l'avance qu'il comptait sur son concurrent auprès d'un groupe important pour le parti démocrate est passée de 83 points en 2020 à moins de 50 points.

Dans les sondages nationaux réalisés en 2023 et 2024 par le *WSJ*, M. Biden et M. Trump sont au coude-à-coude chez les électeurs latinos. En 2020, M. Biden avait remporté le vote latino avec 28 points d'avance, selon les chiffres d'AP VoteCast, une vaste enquête réalisée chaque année auprès des électeurs.

Interrogés, dans le cadre d'un sondage réalisé en juillet par le *WSJ*, sur le sujet qui pèsera le plus dans la décision qu'ils prendront en novembre, les électeurs latinos ne se sont pas montrés plus enclins que les autres à citer

l'immigration et ont même été un peu plus nombreux que le reste des électeurs à citer l'économie.

En février, dans le cadre d'un sondage axé plus spécifiquement sur les enjeux d'immigration, les latinos étaient aussi favorables que les autres au déploiement de troupes à la frontière mexicaine et à la construction d'un mur. Sur la proposition de M. Trump de mettre en prison et expulser les migrants entrés de façon illégale aux Etats-Unis, ils étaient 47% à l'approuver, contre 59% des électeurs au sens large.

« La leçon à en tirer, c'est que, pour toute sa muflerie et son côté parfois rentre-dedans, Trump a vraiment une carte à jouer parce qu'il est plus en phase avec l'électeur moyen et il a fait des choses concrètes pendant son mandat », souligne Ari Fleischer, l'un des auteurs du rapport de 2013.

Mais pour les alliés de M. Biden, les républicains n'ont rien compris à la façon dont les latinos pensent les enjeux d'immigration. « Pour moi, ils font une erreur colossale en pensant que les électeurs latinos, qui veulent certes que les choses rentrent dans l'ordre à la frontière, vont accepter que des communautés entières soient vidées de leurs membres et que ces membres, qui vivent depuis longtemps aux Etats-Unis, soient renvoyés dans leur pays d'origine », résume Carlos Odio, cofondateur d'Equis Labs, un cabinet qui étudie l'électorat latino.

Selon lui, les électeurs latinos continuent de soutenir et de croire les démocrates, mais il ne faut pas que ces derniers se reposent sur leurs lauriers. « Il ne faut pas sous-estimer le poids du discours démocrate auprès des latinos, certes, mais il ne faut pas non plus penser que cet électorat est acquis à la cause démocrate », résume-t-il.

M. Trump affirme que les électeurs latinos et noirs veulent un véritable tour de vis aux frontières. Pour M. Enriquez, le délégué républicain, il est beaucoup plus dangereux de franchir la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis aujourd'hui que quand ses grands-parents sont arrivés, sans papier, dans les années 1950 et 1960.

« Nous avons une invasion qui arrive par notre frontière sud », affirmait M. Trump en Floride il y a quelques jours. « Et vous savez qui veut mettre fin à cette invasion ? Les Hispaniques, parce qu'ils ne veulent pas se faire voler leur boulot », ajoutait-il, soulignant que les électeurs noirs voulaient la même chose.

Il y a dix ans, le RNC savait déjà que l'évolution démographique serait un défi pour le parti républicain. Il soulignait à l'époque qu'en 2008 comme en 2012, M. Obama avait remporté 80% des suffrages des électeurs issus de minorités ethniques et que ces minorités deviendraient majoritaires aux Etats-Unis d'ici 2050. « Si le RNC ne se penche pas sérieusement sur le problème, nous perdrons les élections à l'avenir », prévenait-il.

Le rapport expliquait aussi que l'immigration était un sujet important pour nombre d'électeurs, notamment les Asiatiques et les électeurs d'origine haïtienne, jamaïcaine et caribéenne.

Bruce LeVell, homme d'affaires et délégué de Géorgie à la convention républicaine, confiait au *WSJ*, en marge d'un événement organisé pour les élus noirs, que les électeurs noirs réagissaient aussi aux efforts de M. Trump pour séduire des électeurs aux origines plus diverses. Il évoquait les alliés noirs de M. Trump élus à la Chambre des représentants depuis son passage à la Maison-Blanche, dont Burgess Owens, élu de l'Utah, Wesley Hunt, du Texas, Byron Donalds, de Floride, et John James, du Michigan.

M. LeVell, qui avait été nommé à l'agence chargée des petites entreprises par M. Trump, souligne que si les électeurs noirs sont séduits par le discours républicain, c'est parce qu'il promet de les aider à progresser sur le plan économique. « Essayons de ne pas toujours associer la culture noire au fait d'être démocrate et essayons plutôt de nous demander comment utiliser cet état de fait pour nous conduire au succès » comme M. Trump l'a fait, conclut-il.

Aaron Zitner et Alex Leary

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



Un sondage *Wall Street Journal* révèle une baisse significative du soutien dont jouit Joe Biden auprès des électeurs latinos et noirs.

Outre-Manche, toutes modifications importantes des impôts et des dépenses seront soumises à une évaluation

La gauche britannique se veut économiquement responsable

Trône

Keir Starmer a mis la stabilité au centre de son action gouvernementale, présentée par le roi Charles III mercredi au Parlement britannique. Il prévoit de stimuler la croissance économique notamment par la création d’organismes publics et une certaine décentralisation.

Chloé Goudenhooff (à Londres)

LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUES passent, mais la tradition reste. Mercredi, c’est le roi Charles III, couronné de près de 3 000 diamants et assis sur son siège d’or, qui a annoncé le programme de Keir Starmer devant la Chambre des Lords. Mais sur le fond, les Britanniques avides de changement devraient être servis.

A travers la présentation de 35 projets de loi, ce discours a mis en avant la nature plus interventionniste du gouvernement britannique travailliste. Afin de ne choquer personne, Keir Starmer a tenu à rassurer les opposants au Labour comme les marchés dans l’introduction même du texte lu par sa Majesté. La stabilité économique du pays est le présupposé de toute l’action du gouvernement, que Keir Starmer souhaite responsable d’un point de vue des finances.

Pour ce faire, un projet de loi doit introduire un « verrou fiscal » qui empêche de reproduire « les erreurs du mini-budget de Liz Truss », l’ancienne Première ministre. Pour prévenir les engagements à grande échelle non financés, toutes modifications importantes des impôts et des dépenses seront soumises à une évaluation de l’OBR, le bureau indépendant pour la responsabilité fiscale. Le gouvernement prévoit également un renforcement des audits des entreprises, pour augmenter la transparence dans leurs finances, mais aussi éviter les erreurs, dans le but de renforcer la confiance des acteurs.

Décentralisation. Cette condition de stabilité établie, le roi a pu exposer le plan du Labour pour stimuler la croissance du Royaume-Uni. Il reposera sur la création d’un Conseil de la stratégie industrielle, une notion qui n’est pas détaillée dans le document officiel du programme. L’amélioration des infrastructures, un point central des objectifs de Keir Starmer, passera par la création des Chemins de fers de Grande-Bretagne et la mise en place d’un système de propriété publique pour les opérateurs ferroviaires. Est aussi prévue la création d’une société publique d’énergie propre dont le siège sera en Ecosse. L’objectif consiste à accélérer les investissements dans le renouvelable. Un autre projet de loi propose de soutenir la production durable du carburant d’aviation.

L’idée d’une stratégie industrielle est soutenue par les milieux d’affaires, en mal de direction depuis 2021, lorsque Boris Johnson a supprimé la dernière stratégie du gouvernement de Theresa May. Mais la réussite de Keir Starmer dépendra pour beaucoup de l’efficacité des structures qui prendront en charge ces différents secteurs. « L’examen de ces organismes et la façon dont le Parlement interagira avec eux à l’avenir seront vraiment importants, suggère Chris White, ancien conseiller spécial du responsable gouvernemental de la Chambre des Communes. Il ne suffit pas d’attribuer des pouvoirs à des organismes indépendants, puis de les oublier, pour que cela fonctionne. Les querelles entre le Parlement et des organismes régulateurs au cours des dernières années suffisent à le montrer. »



Mercredi, le roi **Charles III** a annoncé le programme de Keir Starmer devant la Chambre des Lords.

Shevaun Haviland, la directrice générale des Chambres de commerce britannique (BCC), estime pour sa part que les entreprises devront être consultées en détail, notamment sur le projet de loi concernant l’amélioration des droits des travailleurs, que le gouvernement souhaite mettre en place dans les 100 premiers jours.

En revanche, les efforts de décentralisation ont été appréciés par la directrice, qui représente 52 branches étendues sur tout le Royaume-Uni. Le programme de Keir Starmer comprend l’attribution de nouveaux pouvoirs aux maires des métropoles et aux grandes autorités locales d’Angleterre. « Les politiciens locaux sont mieux à même de comprendre les besoins des régions, mais aussi d’élaborer et de mettre en œuvre des politiques, commente Alexander Rose, avocat britannique spécialisé dans les financements publics. On a cherché à en créer davantage car ils sont considérés comme un important moteur d’amélioration. »

Coup de chance pour le nouveau chef du gouvernement, 11 des 12 maires concernés sont travaillistes depuis les élections locales de mai. Mais selon l’avocat, même Ben Houchen, le seul maire conservateur de Tees Valley, dans le nord-est de l’Angleterre, devrait regarder ce qui sera proposé pour l’adapter à sa vision conservatrice. Ces maires pourront notamment reprendre le contrôle sur les services de bus locaux, par exemple en levant les restrictions à la création de nouvelles entreprises publiques de transport. Le gouvernement va inscrire dans son programme la volonté de « réinitialiser » ses relations avec l’Union européenne. Mais cette intention n’a pas encore été traduite par un plan d’action détaillé.

@chloegouden ✕

L’ex-candidate a appelé à voter pour l’ancien président, mais le choix de son colisitier risque de repousser ses partisans davantage

Le ticket Trump-Vance déplaît aux électeurs de Nikki Haley

USA 2024

Joe Biden a relancé ses opérations pour conquérir les électeurs de Nikki Haley, après que l’ex-candidate à la primaire républicaine leur a donné pour consigne de s’unir derrière Donald Trump. « Chacun de ces électeurs a sa place dans la coalition que le président Biden est en train de mettre en place, composée d’Américains patriotes qui feront toujours passer leur pays avant leur parti », proclame la campagne démocrate.

Lola Ovarlez

APRÈS UN BREF retrait de la politique, Nikki Haley a fait une apparition très attendue à la Convention républicaine ce mardi, au lendemain de l’intronisation de Donald Trump. L’ex-candidate à la primaire, qui a quitté la course après des mois d’échanges tendus avec le milliardaire, a prononcé un discours hautement favorable à sa réélection. « Donald Trump a mon soutien inconditionnel, un point c’est tout », a-t-elle déclaré sur la scène de Milwaukee (Wisconsin).

Son ton a changé depuis mai, lorsqu’elle a annoncé pour la première fois qu’elle voterait pour celui qu’elle qualifia un temps d’« inapte » à la présidence. Il y a quelques mois, elle avait prévenu Donald Trump de ne pas prendre pour acquis les républicains qui avaient voté pour elle lors de la primaire, en raison des différends qui les opposent en politique étrangère et en économie. Ce mardi, elle a pourtant appelé à l’unité totale au sein du Parti républicain pour battre Joe Biden. « Il y a des Américains qui ne sont pas toujours d’accord avec Trump. Mon message à leur intention est simple : Il n’est pas nécessaire d’être 100% d’accord avec Trump pour voter pour lui. »

Le timing de son annonce tombe mal néanmoins. Car la veille, Donald Trump a choisi le pire des colistiers aux yeux des électeurs de Nikki Haley : le sénateur J.D. Vance. Ce trumpiste inconditionnel est un partisan de politiques protectionnistes et l’un des principaux opposants de l’aide

A Strasbourg, la répartition des postes clés est plus aisée grâce à la culture du compromis et une règle de tours de parole

Le jeu des quatre différences entre députés et eurodéputés

Inspiration

Les 720 nouveaux eurodéputés siègent pour la première fois à Strasbourg en faisant preuve d’unité malgré l’augmentation du nombre de groupes politiques et la montée de l’extrême droite.

Jade Grandin de l’Eprevier (à Bruxelles)

LA FRANCE PASSE son temps à voler la vedette à l’Europe. Alors que le 9 juin au soir, Emmanuel Macron a plombé la soirée électorale bruxelloise en annonçant dissoudre l’Assemblée nationale, il faut que cette dernière se réunisse pour la première fois ce jeudi 18 juillet, jour où le nouveau Parlement européen doit voter pour ou contre la reconduction d’Ursula von der Leyen à la Commission européenne ! Mais le calendrier est aussi l’occasion de souligner quatre différences entre les deux institutions.

1. LE COMPROMIS

Le Parlement européen a fait preuve d’unité en reconduisant mardi la maltaise Roberta Metsola comme présidente de l’institution, avec 562 voix sur 720. Cette dernière fait partie du Parti populaire européen (PPE), la famille de centre-droit des LR. Cela n’a pas empêché de voter pour elle les Libéraux, les Socialistes, la majorité des Verts, la droite radicale (les Conservateurs et réformistes européens de Giorgia Meloni) et même une partie des « Patriotes pour l’Europe », dont notamment les trente eurodéputés du Rassemblement national. On a ainsi vu l’eurodéputé PS Christophe Clergeau, vice-président des Socialistes européens,



PARLEMENT EUROPÉEN

Christophe Clergeau (PS) et Roberta Metsola, la nouvelle présidente du Parlement européen.

féliciter tout sourire la conservatrice Roberta Metsola, connue pour ses positions anti-avortement. « Malgré nos divergences politiques, je sais pouvoir compter sur vous pour renforcer le rôle du Parlement et défendre les valeurs européennes », écrit-il sur X. Marie-Pierre Vedrenne, présidente d’Europe Ensemble, la délégation de députés Renaissance, Modem, Horizons et UDI, pense aussi que le palais Bourbon devrait s’inspirer de Strasbourg. « On sait pourquoi on n’est pas ensemble avec certains collègues, mais on travaille ensemble dans l’intérêt de la nation, l’intérêt commun », dit-elle.

2. LA RÈGLE DE RÉPARTITION DES POSTES

Le Parlement européen utilise une méthode bien précise pour répartir les postes clés de manière proportionnelle. En fonction de sa taille, chaque groupe politique a droit à un nombre de postes. Pour déterminer ensuite qui prend quoi, il y a un ordre de parole. Le plus gros parle en premier et choisit le poste qu’il souhaite. Ensuite, le deuxième choisit parmi les postes restants, et ainsi de suite. Il y a plusieurs tours de parole jusqu’à avoir épuisé les postes à répartir. Cela « permet de structurer le débat et la discussion, dans laquelle tout le monde est mis à égalité, explique un bon connaisseur de l’institution. Cela crée une culture de dialogue : on n’a pas le choix que de parler à quelqu’un que l’on n’apprécie pas ». Obligatoire, vu qu’il n’y a jamais eu de groupe majoritaire capable d’agir seul. A contrario à l’Assemblée nationale française, les nouveaux députés doivent cocher une case sur un formulaire pour dire s’ils sont dans la majorité ou l’opposition...

3. LE CORDON SANITAIRE

Le cordon sanitaire, qui empêche l’extrême droite d’accéder aux postes clés, est plus strict à Strasbourg qu’à Paris. C’est un choix purement politique. Ainsi selon la règle de répartition proportionnelle présentée ci-dessus, le groupe des « Patriotes pour l’Europe » devait récupérer deux vice-présidents et un questeur, ainsi que deux présidences de commission. Dans les tableaux établis avant le vote, ces postes sont bien marqués comme leur appartenant. Mais lors du vote, les autres groupes se mettent d’accord pour soutenir d’autres candidats en face de ceux des Patriotes. C’est ainsi que Renew a récupéré un poste de questeur, piqué aux Patriotes, qui verront aussi leur échapper la présidence de la Commission transports (récupérée par le PPE) et celle de la Culture (récupérée par les Verts). A contrario, à Paris, le RN avait récupéré plusieurs postes clés en 2022. Peut-être parce qu’à Strasbourg, les partis d’extrême droite « font le choix délibéré de détruire l’Europe de l’intérieur, donc il y a [davantage] une alliance des autres groupes pour maintenir le cordon sanitaire », suggère Marie-Pierre Vedrenne.

4. LA COMPOSITION

En matière de répartition politique, le Parlement européen est encore dominé par les partis classiques, le PPE (centre-droit) et les Socialistes. Il est aussi plus à droite, du fait du poids renforcé du PPE qui reste le premier parti en Europe, et d’une extrême droite plus grosse, quoique plus éparpillée. « Je le vois simplement à ma place dans l’hémicycle », observe Marie-Pierre Vedrenne. Alors qu’elle siégeait auparavant au centre, littéralement ; elle se retrouve près des Verts. Le centre géographique est désormais occupé par le PPE et un bout des libéraux. Enfin, le Parlement européen garde un énorme défaut : il n’a pas de pouvoir d’initiative, et se prononce sur des textes venant toujours de l’extérieur.

@JadeGrandin ✕

« Avec les “Securonomics”, le labour britannique invente un nouvel interventionnisme pour doper la productivité »

Nouvelle ministre des Finances britannique, Rachel Reeves a mis la croissance au cœur de son programme économique, avec un concept original dénommé Securonomics. Si cet ex-économiste de la Banque d'Angleterre croit à l'intervention de l'Etat, elle estime qu'elle ne doit pas se faire sans dialogue ni à l'encontre des entreprises, selon Alexander Rose, avocat britannique spécialiste du commerce et de la concurrence.

En quoi consistent les Securonomics, le concept inventé par Rachel Reeves ?

L'objectif consiste à veiller à ce que les individus de la communauté se sentent en sécurité d'un point de vue économique et financier. Cela se traduit par une série d'interventions très ciblées dans le cadre d'une stratégie industrielle organisée par l'Etat. Au Royaume-Uni, depuis quatorze ans, nous avons eu des gouvernements conservateurs qui, par tradition, ont considéré qu'il fallait laisser les marchés prendre les choses en main. Or, le nouveau gouvernement travailliste a hérité d'un pays bloqué dans une des pires crises de productivité depuis le début des relevés, il y a plus de 250 ans ! Cette situation affecte la croissance et le niveau de vie. Pour y remédier, les Securonomics proposent de prendre des mesures pour stimuler l'innovation. Les travaillistes ont choisi de cibler l'amélioration des infrastructures et du logement ainsi que le développement des énergies propres.

Quelle forme ces interventions vont-elles prendre ?

Dans leur programme électoral, les travaillistes ont indiqué la création d'un fonds national de 7,3 milliards de livres (8,7 milliards d'euros) pour investir dans des projets qui contribuent à ces objectifs. Cela comprend 1,8 milliard de livres (2,1 milliards d'euros) pour moderniser les ports et construire des chaînes d'approvisionnement à travers le pays ; 1,5 milliard de livres (1,8 milliard d'euros) pour développer de nouvelles gigafactories ou encore 500 millions de livres (594 milliards d'euros) pour soutenir la fabrication d'hydrogène vert.

Le modèle s'inspire des « Bidenomics », les politiques de relance économique et de modernisation du président Joe Biden. En quoi les deux approches sont-elles différentes ?

Dans les Bidenomics, d'énormes sommes d'argent sont investies alors qu'au Royaume-Uni, le gouvernement a déjà déclaré qu'il n'y avait pas beaucoup d'argent et que les investissements seront beaucoup plus ciblés. Les objectifs sont aussi différents. Les Bidenomics ont été une réaction à l'administration de Donald Trump, qui avait donné la priorité au secteur privé, et à la guerre en Ukraine, qui a eu pour corollaires la hausse de l'inflation et une récession liée à la forte pression sur les chaînes d'approvisionnement. Les Américains ont compris que leur économie avait souffert de manière significative à cause des décisions prises dans d'autres pays et qu'un élément de sécurité nationale était en jeu. En revanche, l'idée de la politique travailliste est de faire en sorte que les gens se sentent financièrement en sécurité et qu'ils dépensent plus. Rachel Reeves espère que le retour de la sécurité financière redonnera confiance au secteur privé pour qu'il recommence à investir dans les infrastructures et inverser la courbe de productivité.

Le modèle va-t-il à l'encontre du libre marché ?

C'est un concept plutôt de gauche dans la mesure où il reconnaît qu'il y a des situations où

l'Etat doit intervenir sur les marchés. La stratégie industrielle vise à améliorer la vie des gens plutôt que de donner la priorité aux entreprises. Mais cela ne va pas forcément à l'encontre du marché libre. Dans le modèle précédent, qui laisse la priorité au marché, les gagnants étaient en général les grandes entreprises établies qui disposent des ressources nécessaires pour s'implanter. Or les petites entreprises ne sont souvent pas en mesure de s'adapter assez rapidement pour exploiter les opportunités. Ce qui est proposé avec les securonomics, c'est d'utiliser des fonds publics pour essayer de stimuler des marchés ciblés comme ce que la France a fait en matière de développement durable. Dans son langage, Rachel Reeves cherche toutefois à rassurer le centre droit en disant que les fonds publics ne seront pas utilisés pour « soutenir des entreprises non compétitives ». En outre, l'accent est mis sur l'obtention de résultats économiques positifs qui, à leur tour, profitent à la société. Les réformes de l'aménagement du territoire en sont un exemple. Rachel Reeves a décrit ce problème comme « le plus grand obstacle à notre réussite économique ».

Les milieux d'affaires sont-ils favorables à cette approche ?

Les secteurs favorisés seront ravis, les autres moins... Mais il y a beaucoup d'optimisme autour de la nouvelle administration. Les élections ont avant tout montré qu'il y avait un large soutien pour le changement. En ce qui concerne les securonomics, le fait que Rachel Reeves ait exposé cette philosophie globale permet aux entreprises de commencer à planifier, même si nous attendons de voir exactement à quoi cela va ressembler. Tout dépendra de la manière dont les investissements seront réalisés.

Par définition, il y aura des gagnants et des perdants...

Les différentes parties devront pouvoir faire connaître leur point de vue. Il faudra aussi un processus ouvert qui permette de sentir qu'on a donné une chance à tout le monde et que les meilleurs projets ont été choisis. Je pense que le gouvernement est très conscient de ces questions de concurrence. Il est aussi obsédé par le fait d'être considéré comme financièrement responsable. Cela signifie avoir un cadre de concurrence solide, sinon le modèle ne fonctionnera

« En France, l'équilibre entre gouvernement central et régions est meilleur qu'en Grande-Bretagne et le problème de productivité est moins important »



pas. Car sans concurrence, le gouvernement finira par dépenser plus que nécessaire ou une entreprise finira par trop dominer le marché. Mais si les investissements privés présentent des avantages clairs, cela devrait aboutir à un ensemble de règles plus strictes en matière de concurrence et de finances. Si vous distribuez beaucoup d'argent public, vous devez mettre en place des contrôles et des contrepoids pour vous assurer que les bénéficiaires agissent de façon conforme.

La Confédération de l'industrie britannique, le Medef local, a suggéré la mise en place d'incitations fiscales pour aider au développement de l'économie verte. Est-ce une option pour Rachel Reeves ?

Le Labour préfère lever des fonds auprès du secteur privé plutôt que d'accorder des incitations fiscales. Le fonds de 7,3 milliards de livres est comme une banque d'investissement qui propose d'investir 1 livre de fonds publics pour 3 livres de fonds privés. Nous pourrions nous rapprocher du modèle scandinave, qui implique une série d'interventions dont l'objectif est de se concentrer sur des individus et sur la communauté. Mais ce modèle comprend aussi un grand nombre de réglementations pour que les entreprises se fassent concurrence à armes égales. Vous permettez aux entreprises d'être compétitives pour minimiser les situations où le financement public est impliqué. C'est d'autant plus important pour le gouvernement britannique qui n'a pas beaucoup d'argent.

Le modèle pourrait-il être appliqué en France ?

En France, l'équilibre entre gouvernement central et régions est meilleur qu'en Grande-Bretagne et le problème de productivité est moins important. Cela s'explique en grande partie par les investissements faits à long terme dans les infrastructures. Les problèmes sont donc moins profondément enracinés, mais la philosophie fonctionnerait aussi, peu importe le nom. Elle est relativement simple : si vous dépensez de l'argent de manière ciblée dans vos secteurs prioritaires et que vous cherchez à les nourrir, vous obtenez des résultats économiques qui rendent les électeurs plus heureux. Mais il s'agit d'une approche tout à fait différente de l'intégration économique de l'Union européenne.

Quelles sont les faiblesses du modèle ?

Il est très facile de dire : nous allons faire des investissements plus ciblés, mais beaucoup plus difficile d'identifier les projets efficaces. Par exemple, le Royaume-Uni est très désireux de développer son secteur automobile. Pour ce faire, soit vous cultivez de jeunes entreprises et vous prenez un risque - s'il n'y avait pas de risque, il n'y aurait pas lieu d'investir de l'argent public, le privé s'en chargerait. Soit vous dépensez beaucoup d'argent pour attirer une entreprise. Il s'agit donc de voir ce que les contribuables préfèrent. Enfin, souvent les gens ne voient pas le lien entre les investissements faits « pour les jours de pluie » et les bénéfices qui n'apparaissent qu'après coup. Il s'agira donc très vite de voir comment mesurer les résultats. Avoir un sentiment de sécurité n'est pas un bon indicateur en la matière. Les gens voudront voir quels sont les retours réels des investissements.

Interview Chloé Goudenhooff (à Londres)

@chloegouden



Les inquiétudes étaient grandes quant à la qualité de l'eau du fleuve, à quelques jours des JO

Anne Hidalgo dans la Seine : un plouf de soulagement

J-9

Les autorités ont prévu quatre répétitions générales de la cérémonie d'ouverture d'ici au 26 juillet, date de l'événement. La navigation sur la Seine sera donc interdite à partir du 19 juillet, date à partir de laquelle seront également mis en place les décors et le déminage le long des quais.

Jon Elizalde

ENFIN, LES PLANÈTES se sont alignées. Enfin, l'été est arrivé à Paris. Enfin, le débit de la Seine, extraordinairement élevé ces dernières semaines, a diminué et, enfin ! la qualité de l'eau du fleuve s'est améliorée. Tout cela réuni, « la promesse a été tenue » : les épreuves de triathlon et de natation marathon se dérouleront bien dans la Seine, comme les organisateurs s'y étaient engagés.

Quelques jours après la mise à l'eau quelque peu étrange de la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, Anne Hidalgo a donc fait trempette à son tour dans une eau à 20 °C au Bras Marie, en plein centre de Paris, face à une foule compacte de journalistes français et étrangers. A ses côtés, son adjoint aux Sports, Pierre Rabadan, Marc Guillaume, préfet de la région Ile-de-France et bien sûr Tony Estanguet, le président du comité d'organisation des JO, mais aussi plusieurs dizaines de nageurs - agents de la ville, membres de clubs, journalistes - donnant au décor une image de piscine géante et naturelle.

Sur la centaine de mètres séparant deux pontons, la maire de Paris a pu montrer son aisance dans l'exercice du crawl mais aussi affiché sa satisfaction, en français, anglais et espagnol, quant à la réussite du désormais fameux « plan baignade » destiné à assainir la Seine et la Marne, et pour lequel 1,4 milliard d'euros de fonds publics ont été investis. L'enjeu portait à la fois sur le court terme, pour les épreuves olympiques, mais aussi et surtout sur le long terme : dès l'été 2025, le grand public pourra se baigner dans la Seine depuis trois sites dans Paris, ainsi que dans la Marne, dans plusieurs villes de banlieue. De nombreux ouvrages ont vu le jour, à commencer par un immense bassin de rétention, à Austerlitz.

Chirac et Mandela. « Pour avoir fait pendant vingt ans un sport dans des rivières, je trouve ça formidable de voir des autorités qui se soucient de l'écologie, de la dépollution de nos fleuves », s'est félicité Tony Estanguet, triple médaillé d'or olympique en canoë.

A quelques jours du début des JO, c'était moins une. Car depuis plusieurs semaines, l'inquiétude allait crescendo à la lecture des relevés hebdomadaires : l'eau restait impropre à la baignade à cause d'un taux d'Escherichia coli et d'entérocoques intestinaux trop élevé. La météo catastrophique y a grandement contribué. Jusqu'à ce que fin juin-début juillet, l'eau soit enfin aux normes. Chacun a donc pu se féliciter du travail effectué et du chemin parcouru. La maire de Paris a même eu « une pensée pour Jacques Chirac », qui avait lui aussi - mais sans succès - promis une Seine baignable... en 1988. Après avoir vanté les qualités de l'eau du fleuve - « merveilleuse », « pas du tout de goût de vase », « assez claire » - , Anne Hidalgo s'est laissée aller à une citation audacieuse... de Nelson Mandela : « Cela paraît impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse. »

Qu'en est-il d'Emmanuel Macron, qui avait promis d'accompagner la maire de Paris dans sa baignade ? Sourire et esquisse d'Anne Hidalgo. « Goûtez simplement le bonheur d'une baignade dans la plus belle ville du monde ! »

@Jon_Elizalde

